

Le gouvernement malais confirme les violences sexuelles à l'encontre des Penan



Un rapport du gouvernement malais officialise le scandale soulevé par le Bruno Manser Fonds il y a un an. Il arrive à la conclusion que des employés des groupes forestiers actifs dans la région du Baram moyen ont abusé dans plusieurs cas de fillettes et de femmes Penan

Le rapport d'investigation d'une Task Force instituée par le Ministère pour la femme, le développement du milieu rural et des communes publié en septembre met au jour au moins huit cas de violences sexuelles à l'encontre des Penan. Les victimes les plus jeunes avaient juste 10 ans. Les cas les plus choquants mettent en causes certains chauffeurs des sociétés de bûcheronnage qui organisent les transports scolaires. Deux fillettes interrogées par la Task Force sont tombées enceintes suite à ces viols. «Une des principales causes des actes sexuels découle du fait que les victimes dépendent des véhicules des sociétés de bûcheronnage pour leurs transports et que des personnes externes viennent aux villages pour l'achat des produits de la forêt», écrit la Task Force.

Fait particulièrement scandaleux, un an après la révélation de ces cas, pas un seul coupable n'a dû répondre de ces actes devant la justice de l'État du Sarawak. Les organisations locales des droits de l'homme reprochent à la police de protéger les coupables et de reporter les procédures pour des questions d'ordre politique.

Aujourd'hui, l'opposition exige le retrait du Vice-Premier ministre du Sarawak Alfred Jabu en raison de son incapacité de gérer correctement ce dossier délicat. Dans une première réaction relative au rapport de la Task Force, Alfred Jabu avait dit que celle-ci avait été manipulée par des «ONG négatives», laissant entendre par là notamment le Bruno Manser Fonds, lesquelles auraient poussé les Penan à faire des fausses déclarations.

Compte tenu de l'inertie de la police, des groupes des droits de l'homme ont organisé début novembre une «Fact Finding Mission» internationale dans le Baram. Celle-ci était soutenue par le Bruno Manser Fonds ainsi que par les États malais de Selangor et Penang.

Source : Bruno Manser fund Janvier 2010